

## L'immigration marque la Réunion de haut niveau Espagne-Maroc

Domingo del Pino

**L**es incidents survenus à Ceuta et Melilla avec des candidats à l'immigration illégale accaparent totalement, depuis la fin septembre, l'attention des médias et donc de la société, aussi bien en Espagne qu'au Maroc, et finalement au sein de l'Union européenne (UE). Le gouvernement espagnol, cette fois-ci en coopération avec le Maroc dans bien des aspects, a également déployé une exceptionnelle mobilisation diplomatique pour tenter de susciter une conscience globale sur les flux migratoires qui, comme le suggère l'agenda du ministre des Affaires étrangères, Miguel Ángel Moratinos, peut être qualifiée de frénétique.

La 7e Réunion de haut niveau (RHN) entre l'Espagne et le Maroc, tenue le 29 septembre à Cordoue et à Séville – la première de la nouvelle législature socialiste – a été totalement reléguée par les médias, en raison de cette urgence informative imprévue. Une fois de plus, la période de réconciliation entre les deux pays s'est vue diminuée par la présentation dans les médias de faits imprévus, qui distraient l'attention vers des problèmes qui semblent indépendants de l'état d'âme prévalant dans une législature ou une autre, ou de la volonté des gouvernements et qui, en définitive, sont devenus structurels dans les relations entre l'Espagne et le Maroc.

Bien qu'il soit lamentable que l'ONU, l'UE ou l'Espagne ne réagissent que lorsque le problème échappe à tout contrôle et se solde par des pertes humaines, la crise qui a été vécue, et qui continuera, aux frontières extérieures de Ceuta et Melilla – et qui sont également, même si elle a du mal à le reconnaître, les frontières extérieures de l'UE – a quelque chose de positif. Après un décevant Sommet de l'ONU sur les Objectifs du Millénaire en septembre, qui était destiné à dresser un bilan du respect par les pays riches de leurs engagements avec les pays pauvres, cette pression des immigrants, dans leur majorité subsahariens, a permis de susciter à l'échelon européen la conviction qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de l'Espagne ou du Maroc, ni même d'un problème hispano-marocain, mais bel et bien de l'Europe dans son ensemble. Plus encore, face à des conservateurs européens tels que le ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy, ou encore l'allemand, Otto Schilly, qui clament la responsabilité de l'Espagne pour le processus de régula-

risation extraordinaire décidé par le gouvernement socialiste, la plupart des ministres de l'Intérieur et de la Justice européens, réunis à Bruxelles le 12 octobre, ont reconnu qu'il s'agissait d'un problème de bien plus grande envergure, lié à la pauvreté des peuples africains et au besoin pour l'UE d'adopter une politique commune d'immigration. Le soutien apporté par la Commission à l'initiative hispano-marocaine de convoquer une réunion euro-africaine et la décision de destiner 10 milliards d'euros supplémentaires en Afrique pour la création d'infrastructures de base, confirme le nouvel état d'âme de l'UE.

Dans une énumération sommaire, le 30 septembre, Moratinos a réclamé à Franco Frattini, commissaire européen en charge de la Justice, de la Liberté et de la Sécurité, l'implication de l'UE dans ce problème. Sa requête a été entendue et une mission envoyée par Frattini à Ceuta et Melilla, ainsi qu'au Maroc, a élaboré un rapport et des recommandations qui ont été étudiés à la réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice. La conclusion de cette mission est que le problème ne saurait être tranché par la décision du Maroc de retirer les subsahariens des frontières de Ceuta et Melilla. Il risque au contraire d'empirer car près de 30 000 subsahariens, 10 000 au Maroc

et 20 000 en Algérie, attendent leur tour.

Bien que le rapport ne semble pas le mentionner, il est plus que probable que le nombre de subsahariens augmente au fur et à mesure que l'approche du problème se placera, inévitablement, dans le cadre du respect des droits de l'homme et du droit d'asile, et que la légitime préoccupation et solidarité de la société civile dans son ensemble prendra de l'ampleur. Moratinos a également réclamé et obtenu de la part de l'UE qu'elle rende effective l'aide de 40 millions d'euros promise il y a deux ans pour aider le Maroc à contrôler ses frontières. Le 2 octobre, le ministre a rappelé au Forum Méditerranéen d'Hammamet (Tunisie) que ce problème ne peut pas être abordé sous la simple perspective de la sécurité et qu'il convient de l'inclure dans une vision de cohabitation et de développement et solidarité. Deux jours plus tard, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Moratinos réclamait de nouveau à l'Europe une politique commune d'immigration, et avertissait que la plus forte croissance de la population qui se produira dans les

### L'immigration illégale fausse la vision de réconciliation entre l'Espagne et le Maroc

années à venir dans l'Afrique subsaharienne laisse présager une augmentation considérable de la pression migratoire. Au cours de son voyage au Maroc, le 10 octobre, Moratinos a insisté sur le besoin pour l'UE de s'impliquer davantage dans ce problème, et a accordé avec son homologue Mohammed Benaïssa de collaborer conjointement dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement des pays subsahariens. Une volonté de collaboration qui a été transmise au Groupe 5+5 des pays européens et maghrébins de la Méditerranée occidentale.

Parallèlement, le gouvernement espagnol, dans le cadre de sa politique visant à impliquer de plus en plus la société civile dans les affaires de coopération internationale, a organisé des rencontres d'entreprises latino-américaines - à l'occasion du sommet latino-américain de Salamanque (14-16 octobre) - et hispano-marocaines - en novembre à Séville.

Comme c'est le cas dans de nombreux autres domaines, l'Europe a besoin d'un minimum de sens commun, de rationalité et de calme pour faire face à ce problème. Il conviendrait de trouver un juste milieu raisonnable entre les positions extrêmes que suggèrent l'indifférence et la permissivité des conservateurs et des libéraux face à une certaine immigration illégale qui favorise des situations de clandestinité professionnelle et d'exploitation humaine, et la sorte de processus de régularisation permanent et ouvert que semblait préconiser début octobre la représentante d'IU-ICV (parti de gauche) dans son intervention devant le Congrès.

La communauté internationale, les pays riches, ne peuvent renoncer indéfiniment à leur responsabilité face à un problème qui requiert leur soutien, leurs investissements, leur solidarité et en même temps leur intervention, par des moyens démocratiques, pour faire en sorte que ces pays introduisent une fois pour toutes les réformes économiques et politiques dont leurs citoyens ont besoin, non seulement pour se sentir maîtres de leur destin mais encore pour effectivement décider sur eux-mêmes.

On dit fréquemment que le Maroc est la frontière européenne qui montre le plus fort déséquilibre de revenu par habitant, mais c'est faux : aux frontières de l'UE, il y a également des pays comme la Moldavie et l'Ukraine, dont le revenu par habitant est de 766 et 865 euros, respectivement. Cette affirmation ignore en outre que les plus grands écarts de revenus entre pauvres et riches se produisent à l'intérieur de chaque pays du Sud séparément. Certes les écarts de revenus avec le Nord ne peuvent être ignorés car ils sont la cause de

ce que l'on appelle « l'effet d'appel », mais on ne saurait raisonnablement négliger « l'effet désespoir » ou « l'effet de rejet » auquel peut donner lieu l'écart des revenus au sein d'un même pays du Sud, d'autant plus si celui-ci a peu de chances de se modifier.

Que s'est-il passé au cours de la 7e RHN ? Que l'Espagne a décidé de concéder au Maroc 165 millions d'euros, dégagés de la contrainte normalement associée aux crédits FAD, qu'il pourra utiliser dans des projets non nécessairement réalisés par des entreprises espagnoles. Ces crédits, ainsi que 30 millions d'euros supplémentaires au titre de conversion de la dette en investissements publics, seront destinés à l'Initiative de Développement Humain (IDH) lancée à la fin de l'été par Mohammed VI, qui constitue la première réponse pratique au projet de démocratisation et de développement du monde arabe qui, depuis qu'il a été adopté par le G-8, est une initiative conjointe entre

l'Europe et l'Amérique du Nord.

Un autre résultat de la RHN est la promesse de soutien donnée aux jeunes chefs d'entreprises du Sud. Dans ce domaine, la compagnie pétrolière Repsol YPF construira, en coopération avec la marocaine Samir, une raffinerie sur la côte atlantique marocaine, dont la capacité de raffinage sera de 100 000 barils par jour. D'autres points importants, comme le Sahara Occidental ou la délimitation des espaces maritimes, ont dû cependant céder face aux problèmes migratoires.

Restent bien entendu les critiques contre le Maroc pour le traitement réservé aux subsahariens, un aspect sur lequel est intervenu le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et que l'on ne saurait ignorer. La conséquence est que la Minurso, force d'interposition de l'ONU dans le Sahara Occidental, a utilisé les hélicoptères dont elle dispose pour chercher les subsahariens abandonnés dans le désert. Désormais, les rapatriements devront prendre en considération tous ceux qui ont demandé l'asile politique en raison des multiples guerres et carences de l'Etat de Droit dans leurs pays d'origine. Bien que la responsabilité éventuelle du Maroc ne saurait être passée sous silence, pour être juste, la presse devrait aussi considérer que les barbelés ne peuvent humainement constituer un moyen d'éviter que les candidats à l'immigration traversent les frontières de l'Espagne, ni une forme *suis generis* de politique de contrôle des frontières. Mais ce qui est encore plus inquiétant, c'est la réapparition dans certains secteurs d'un nouvel « appel au combat » contre le Maroc : en temps de paix, comme c'est le cas aujourd'hui, ces appels ont en effet toujours été nuisibles à l'Espagne. ■

### Les plus grands écarts de revenus sont observés entre les pays du Sud et non pas entre le Maroc et l'Espagne